

RG N° F [REDACTED] N° Portalis
DCVC-X-

JUGEMENT

Audience du 17 mars 2023

SECTION Activités diverses

AFFAIRE

Madame [REDACTED]

Assistée de Me MAMODABASSE Yannick, avocat au barreau de
MONTPELLIER

DEMANDEUR

MINUTE N° [REDACTED]

Représentée par Me [REDACTED] avocat au
barreau de MONTPELLIER

DEFENDEUR

JUGEMENT DU
17 mars 2023

Qualification :
contradictoire
PREMIER RESSORT

-COMPOSITION DU BUREAU DE JUGEMENT LORS DES
DÉBATS

Prononcé prévu le :

16 Décembre 2022

Prorogé au : 17 mars 2023

Madame [REDACTED] Président Conseiller (S)
Monsieur [REDACTED] r Conseiller (S)
Madame [REDACTED] eur Conseiller (E)
Monsieur [REDACTED] Assesseur Conseiller (E)
Assistés lors des débats de Madame [REDACTED] Greffier

Prononcé publiquement par mise à disposition au greffe et signé par
Madame [REDACTED] greffier

Notifié le

24/03/2023

copie exécutoire
délivrée le :

à :

APPEL du

Par :

[REDACTED]

DIT et JUGE que [REDACTED] n'a pas satisfait à ses obligations contractuelles envers [REDACTED] à compter du 1er octobre 2020

DIT et JUGE que [REDACTED] a exécuté de manière déloyale le contrat de travail de [REDACTED]

En conséquence :

CONDAMNE [REDACTED] prise en la personne de son représentant légal en exercice à payer à [REDACTED] les sommes suivantes :

- 2000 euros nets à titre de dommages-intérêts pour exécution déloyale du contrat de travail
- 6582,75 euros bruts au titre du rappel de salaire du 1er octobre 2020 au 30 avril 2022
- 658,27 euros bruts au titre des congés payés sur le rappel de salaire du 1er octobre 2020 au 30 avril 2022

DEBOUTE [REDACTED] de sa demande de rappel de salaire et congés payés afférents au titre de la fraude au chômage partiel

DEBOUTE [REDACTED] de sa demande à titre de dommages-intérêts pour résistance abusive

ORDONNE à [REDACTED] prise en la personne de son représentant légal en exercice à remettre à [REDACTED] un bulletin de paie récapitulatif rectifié, conforme à la décision ci-dessus

FIXE l'astreinte relative à la remise du bulletin de paie récapitulatif rectifié ci-dessus énoncés par [REDACTED] prise en la personne de son représentant légal en exercice à [REDACTED] à 30 euros par jour de retard, à compter du 30ème jour suivant notification du présent jugement

NE SE RESERVE PAS LE DROIT de liquider ladite astreinte

ORDONNE à [REDACTED] prise en la personne de son représentant légal en exercice à régulariser la situation de [REDACTED] envers tous les organismes sociaux auprès desquels des cotisations se doivent d'être acquittées

Et,

FIXE l'astreinte relative à la régularisation de la situation de Mme [REDACTED] auprès des organismes sociaux par [REDACTED] prise en la personne de son représentant légal en exercice à 30 euros par jour de retard, à compter du 30ème jour suivant notification du présent jugement

Et,

NE SE RESERVE PAS LE DROIT de liquider ladite astreinte

AFFAIRE N° RG [REDACTED]

CONDAMNE [REDACTED] prise en la personne de son représentant légal en exercice à payer à Mme [REDACTED] la somme de 960 € au titre de l'article 700 du Code de procédure civile

DEBOUTE [REDACTED] de sa demande reconventionnelle au titre de l'article 700 du Code de procédure civile

CONDAMNE [REDACTED] prise en la personne de son représentant légal en exercice, aux entiers dépens de l'instance

DEBOUTE les parties de toutes autres demandes, plus ample ou contraire

DÉLIBÉRÉ EN SECRET ET PRONONCE À L'AUDIENCE PUBLIQUE, LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS

LE GREEFFIER

LE PRÉSIDENT

[REDACTED]